

Populismes français

In: Vingtième Siècle. Revue d'histoire. N°56, octobre-décembre 1997. pp. 77-91.

Abstract

French populisms, Michel Winock.

In taking up again the distinction proposed by Pierre-Andre Taguieff between protestation populism and identity populism, Michel Winock retraces the history of French populisms. While the end-of-century Boulangism and anti-Semitism represented respectively the protestation side and the identity side of populism, their 20th century successors, the leagues of the between-world-wars and Poujadism, merged. Le Penism is the result of these crossbred populisms.

Citer ce document / Cite this document :

Winock Michel. Populismes français. In: Vingtième Siècle. Revue d'histoire. N°56, octobre-décembre 1997. pp. 77-91.

doi : 10.3406/xxs.1997.4492

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1997_num_56_1_4492

POPULISMES FRANÇAIS

Michel Winock

Reprenant la distinction opérée par Pierre-André Taguieff entre populisme protestataire et populisme identitaire, Michel Winock suit ici le déroulement croisé des populismes à la française en commençant par le boulangisme et le racisme fin-de-siècle. Il souligne comment le lepénisme d'aujourd'hui s'inscrit dans cette filiation fusionnelle tout en réussissant à ancrer dans le paysage national un parti et une famille politique.

Le mot «populisme» n'a fait qu'une apparition récente dans l'historiographie concernant la France. La Russie du 19^e siècle, les États-Unis de la fin du 19^e siècle, l'Amérique latine au 20^e siècle, telles ont été les aires principales d'un populisme analysé et répertorié. C'est le surgissement et l'essor du Front national en France sous la direction de Jean-Marie Le Pen dans les années 1980 qui ont provoqué l'utilisation du concept de «national-populisme», d'abord sous la plume de l'historien des idées Pierre-André Taguieff¹. Le travail de conceptualisation et de typologisation du même auteur nous invite à une relecture d'un certain nombre de courants historiques

français, déjà étudiés par maints auteurs mais toujours susceptibles de réinterprétation globale ou partielle². Contrairement à la méthode historique habituelle qui s'applique d'abord aux faits, et ensuite seulement à leur interprétation conceptuelle, nous partirons ici du concept de «populisme», à la lumière duquel nous nous proposons une autre traversée de la durée politique, du boulangisme au lepénisme.

Nous nous attacherons d'abord à la distinction typologique de P.-A. Taguieff entre le populisme *protestataire* et le populisme *identitaire*. La France en a donné deux modèles à la fin du siècle dernier: le boulangisme, spécialement sous la forme plus durable de la Ligue des Patriotes entraînée par Paul Déroulède, et le courant antisémite, soutenu par les écrits d'Édouard Drumont et les agissements plus ou moins cohérents de la Ligue antisémitique, créée par le même Drumont, et repris par Jules Guérin.

O LE BOULANGISME, UN POPULISME PROTESTATAIRE

Le boulangisme, dont le mouvement se développe de 1887 – date à laquelle

1. P.-A. Taguieff, «La rhétorique du national-populisme», *Mots*, 9, octobre 1984.

2. P.-A. Taguieff, «Le populisme», *Universalis* 1996, Paris, Encyclopaedia Universalis, p. 118-125.

le général Boulanger est limogé, avant d'être mis à la retraite de l'armée – et 1889, marquée par l'apogée de l'élection à la députation de Boulanger à Paris, a été perçu par ses adversaires contemporains comme un avatar du césarisme ou du bonapartisme : un chef ovationné qui parle au nom du peuple pour prendre le pouvoir. Son programme tient en trois mots : «Dissolution, Révision, Constituante». Il a pour finalité le changement du régime politique, jugé inefficace, corrompu et accaparé par une oligarchie séparée du peuple. Lancé d'abord par des membres de l'extrême gauche radicale, jugeant le compromis constitutionnel de 1875 insuffisamment républicain, Boulanger est peu à peu soutenu par toutes les familles d'opposants à la République parlementaire : bonapartistes, monarchistes, catholiques antilaïques, et même une partie des blanquistes.

Benoît Malon, directeur de la *Revue socialiste*, explique à l'un de ses correspondants en avril 1888 pourquoi lui et ses collaborateurs ne peuvent être avec Boulanger, quelles que soient les revendications populaires qu'il est censé incarner : «Chaque fois qu'en France on est entré dans cette voie, on est tombé dans les fondrières du despotisme et de l'invasion. Sont-ils donc déjà si oubliés ces noms funèbres : Brumaire et Waterloo, Décembre et Sedan?»¹ Le même explique que «nous sommes en présence de l'irruption torrentielle de tous les mécontentements, de toutes les déceptions, de toutes les colères, de toutes les espérances qui fermentaient dans les masses»². La raison profonde réside dans les insuffisances d'un régime républicain qui s'est refusé à toute révision démocratique de la Constitution, à toute réforme économique dans le temps où la France est atteinte par la crise, et qui, de plus, pré-

sente tous les aspects de la corruption, le palais de l'Élysée lui-même devenant le tremplin des prévarications du gendre du président Grévy («le wilsonisme a tout pourri»).

Malon n'est guère optimiste au moment où il écrit ce texte. Il voit le danger de la coalition, il redoute l'ambiguïté du mouvement (républicain à gauche et césariste à droite), et il juge qu'une «concentration républicaine» contre la menace n'aboutira qu'à «un bref retour de l'opportunisme» au pouvoir, à moins, dit-il, qu'on ne se décide à la révision démocratique et républicaine de la Constitution de 1875 et que l'on ne prenne «d'immédiates et profondes réformes économiques». «Sachons le reconnaître, il y a quelque chose d'incompressible dans la poussée boulangiste parce que la foule incarne en elle son désir ardent, impatient, coléreux d'un assainissement politique et d'une transformation sociale trop attendus et rendus plus urgents par la crise industrielle et commerciale si cruellement sévissante depuis 1883».

Le correspondant de Benoît Malon, Eugène Fournière – syndicaliste qui avait été aux côtés des grévistes des mines de Decazeville, où la troupe, en 1886, au moment où Boulanger était ministre de la Guerre s'était montrée bienveillante³ – détaille, dans le numéro de la même revue, quelques éléments constitutifs du boulangisme : «l'irrésistible instinct populaire» qui se manifeste, le caractère composite de sa clientèle ou de ses partisans («les vaincus d'hier et les déçus de toujours»), auquel répond un «programme obscur et purement négatif», la coupure qu'il exprime entre

1. Benoît Malon, «Physiologie du socialisme», *Revue socialiste*, mai 1888, p. 521.

2. *Ibid.*

3. «Les soldats partageront leur pain avec les grévistes!» Aux destinées prodigieuses de ce mot sur tous les chemins de France, il apparut que ce jour-là le général Boulanger avait parlé en français. ... Tous les Français la [cette expression] recueillirent, les ouvriers, les paysans dont le fils est à la caserne, et les bonnes femmes, et les petits vicaires, et les cabarets où l'on discute indéfiniment à la manière gauloise, et tous dirent : «Voilà qui est bien». Maurice Barrès, *L'Appel au soldat*, p. 45.

lui et « les dirigeants de l'opinion » (députés et journalistes), l'apparition d'un prétendu sauveur, incarnant la patrie (« ce goût pour les héros » disait Barrès), dont le prestige est chaque jour amplifié par la propagande et la curiosité de la presse (« imagerie mystique », « chansonnerie idolâtre »). Selon Fournière, l'hétérogénéité de ce « syndicat de mécontents » aura pour conséquence la division des « meneurs », mais « la foule, en qui reste un vieux sédiment d'idolâtrie, suivra celui qui sait si bien se tenir à égale distance des groupes qui opèrent sous son nom et le fera César ». En même temps, Fournière, prévenu contre le bonapartisme, avançait le mot d'ordre : « Et si la dissolution se fait : guerre au plébiscite ». Mais il ajoutait : « Et si la révision se fait : guerre au parlementarisme ». Car le boulangisme porte en lui une protestation légitime contre les « chefs parlementaires » qui ont abusé le peuple.

L'idéologie boulangiste, si elle existe, est donc d'abord négative. Contre le parlementarisme et la corruption – la Chambre des députés est désignée comme un « syndicat à six cents têtes, dont chaque membre n'a qu'une pensée : s'emparer du pouvoir afin de l'exploiter au profit de ses appétits et de ses ambitions ; comme s'il y avait une tyrannie plus redoutable que celle de tous ces tripoteurs dont le seul but est de faire leurs affaires au lieu de faire celles du pays »¹. Moraliser la vie publique est un leitmotiv. Le boulangisme s'oppose à un régime d'autre part inefficace : absentéisme des députés, manque de cohérence de la politique générale, absence de réforme. Il dénonce l'accaparement du pouvoir par les opportunistes, ces républicains modérés, anticléricaux, aventurés dans une entreprise coloniale qui détourne les Français de la Revanche,

qui sont également rejetés par les tenants d'une politique sociale, les adversaires des lois laïques et les patriotes. Le vrai mal provient de la séparation qui s'agrandit entre ce que d'autres appelleraient le « pays légal » – la classe politique – et le « pays réel » – le suffrage universel. C'est pourquoi l'ancien clivage gauche-droite ou républicains-monarchistes est dépassé. Boulanger est là-dessus explicite : « Ce n'est plus entre républicains et monarchistes que va s'engager la prochaine lutte électorale. Elle va s'engager entre les oligarques épris du parlementarisme d'une part, et les démocrates de l'autre. Déjà, l'on voit un certain nombre de royalistes, qui refusent de se joindre à nous à cause du caractère démocratique de notre programme, former, sous le nom d'Union libérale, un groupe avec les hommes du centre-gauche, dont les intrigues parlementaires n'ont jamais cessé d'être l'idéal »². Le boulangisme se pose en démocratie véritable contre la démocratie oligarchique et corrompue.

Positivement, le boulangisme s'affirme *révisionniste*, parce que la Constitution de 1875 n'est pas démocratique ; parce qu'elle n'a pas été soumise au peuple souverain. Le projet de révision constitutionnelle reste flou, car l'extrême gauche du Parti national (comme s'appelle le boulangisme) voudrait la suppression de la présidence de la République comme celle du Sénat, alors que la droite du mouvement réclame un exécutif fort. Boulanger lui-même, sans trop s'y attarder, opine plutôt pour le renforcement de celui-ci : « Le remède est tout simplement, dit-il dans une interview, dans le retour à un chef d'État effectif, responsable comme le président des États-Unis. Seulement, je voudrais que la durée du mandat fût prolongée de dix ans »³. Une

1. Frédéric Freigneaux, « Le Boulangisme. Naissance d'une nouvelle tradition politique ? », thèse de doctorat, Université de Toulouse-Le Mirail, 1996, tome 1, p. 272.

2. Discours du général Boulanger à Versailles, 15 avril 1889, cité par F. Freigneaux, *op. cit.*, tome 1, p. 284.

3. « Une interview du général Boulanger », *La Tribune de Genève*, 7 février 1889.

fois au moins, Boulanger s'est exprimé clairement sur ses intentions constitutionnelles, à la Chambre, en juin 1888, après son élection dans le Nord. Ce qui se dégage de la lecture d'un texte maintes fois interrompu par les députés présents, c'est l'idée de l'appel au peuple, non seulement la ratification de la nouvelle Constitution abolissant le parlementarisme, mais aussi la mise en place du référendum d'initiative populaire¹. Le sens de cette réforme est la volonté de rétablir l'autorité de l'État, tout en s'appuyant sur le suffrage populaire. Le plus constant dans l'idée a été Paul Déroulède qui avait entraîné sa Ligue des Patriotes dans la cause boulangiste, qu'on retrouvera – elle et lui – dans l'antidreyfusisme : c'est lui et non Boulanger qui parle de « République plébiscitaire », impliquant l'élection du président de la République au suffrage universel et la consultation régulière de la même volonté populaire par « plébiscite législatif », c'est-à-dire par référendum².

Cette réforme des institutions a pour finalité un train de réformes sociales. Comme le disait *La Cocarde*, « ce n'est pas une Constitution qui est à réviser, un gouvernement qui est à rafistoler, c'est une société qui est à refaire »³. En fait, le caractère composite de son électorat interdit au boulangisme trop de précision dans ce domaine. La xénophobie peut en tenir lieu. Henri Rochefort, dont le journal *L'Intransigeant* est populaire chez les ouvriers parisiens, réclame en 1888 l'expulsion de 500 000 Italiens vivant en France⁴. Lucien Nicot, opposé au radical Floquet dans le onzième arrondissement de Paris, écrit dans son affiche de pro-

pagande électorale : « Vous, ouvriers sans travail, chassés des ateliers à l'avantage des ouvriers étrangers qui retirent le pain quotidien de la bouche de vos femmes et de vos enfants ». Subsidiairement, un certain nombre de boulangistes ne craignent pas, surtout au moment de la retombée de la vague boulangiste, et Boulanger étant lui-même en exil, à reprendre le thème de l'antisémitisme. Au demeurant, celui-ci est non seulement marginal, relevant de choix personnels des uns ou des autres, mais encore est-il répudié par le chef du mouvement, qui refuse notamment les quatre-vingt mille francs que lui offre la Ligue antisémitique pour ses campagnes électorales⁵.

Le boulangisme s'affirme enfin comme un nationalisme avant la lettre. Le culte des provinces perdues induit une diplomatie anti-allemande active, l'alliance franco-russe, le détachement de l'Italie de la Triple Alliance. Pareille politique exige l'unité nationale et le dépassement des clivages sociaux et politiques, ce qui nous ramène au préalable de la révision constitutionnelle.

Au total, le boulangisme paraît bien répondre à la définition du populisme protestataire défini par P.-A. Taguieff : anti-élitisme (ceux d'en bas/ceux d'en haut), confiance dans le peuple, méfiance à l'endroit du régime représentatif (anti-parlementarisme), appel au peuple par voie de référendum, « hyperpersonnalisation du mouvement à travers la figure charismatique du leader "viril" et "honnête" », discours interclassiste, idéologie de l'unité nationale.

O POPULISMES IDENTITAIRES

Distinct du populisme protestataire est le populisme identitaire ; même si les deux peuvent se rencontrer dans un même mouvement, leurs fondements sont différents. Il s'agit cette fois d'oppo-

1. *Journal Officiel. Débats de la Chambre des députés*, 4 juin 1888.

2. L'étude la plus approfondie et la plus récente sur Déroulède est la thèse de Bertrand Joly, « Paul Déroulède (1846-1914) », Université de Paris IV, 1996.

3. *La Cocarde*, 31 août 1888, citée par F. Pisani-Ferry, *Le Général Boulanger*, Paris, Flammarion, 1969, p. 155.

4. F. Freigneaux, *op. cit.*, 1995, tome 1, p. 309.

5. *Ibid.*, tome 1, p. 316.

ser, non plus «ceux d'en bas» à «ceux d'en haut», mais, comme dit encore P.-A. Taguieff, «ceux d'ici» à «ceux d'en face». D'affirmer un Moi collectif, national, toutes classes confondues, à l'Autre, qui menace d'en altérer l'identité historique, culturelle, voire ethnique. Ce populisme s'exprime ordinairement par la xénophobie, l'Autre étant variable selon les pays et les moments; il peut aussi s'exprimer sous la forme particulière de l'antisémitisme. Ce fut le cas en France du courant antisémite dont Édouard Drumont a été le «prophète», et dont la Ligue antisémitique a été une des tentatives d'organisation populaire.

La campagne antijuive commence au début des années 1880, au moment où la Troisième République est solidement installée et se donne les assises législatives qui complètent les lois constitutionnelles de 1875: loi sur la liberté de réunion, sur la liberté de la presse, rétablissement de l'élection des maires, lois scolaires, etc. Celles-ci ne sont pas pour rien dans l'hostilité du quotidien *La Croix*, que dirigent les augustins de l'Assomption, dans les articles hostiles aux juifs que le journal publie, surtout à partir de 1884. En 1890, *La Croix* se flatte d'être «le journal le plus antijuif de France, celui qui porte le Christ, signe d'horreur aux Juifs»¹. Les arguments du quotidien catholique ne ressortissent pas tous à l'antijudaïsme traditionnel de fondement religieux. En 1882, le P. Bailly, dépité par les victoires républicaines, en vient à écrire: «Le Juif, c'est l'ennemi, tel est le cri chrétien depuis le Golgotha jusqu'à nos jours». En 1884, un vaincu du 16 Mai, l'amiral Gicquel des Touches, ancien ministre du duc de Broglie, adresse à *La Croix* des réflexions sur la place des israélites dans la société fran-

çaise. Il entame dans le même journal, en 1886 – l'année de *La France juive* de Drumont –, une campagne antisémite, dans laquelle il établit l'opposition, non seulement du chrétien et du juif, mais du Français et du juif: «Israël est bien un peuple ... Par le fait même de sa nationalité distincte, il n'a aucun titre à partager la nôtre ... Laissons-leur [aux Juifs] leur nationalité, et refusons-leur la nôtre»².

L'ennemi de la société est désigné sous les aspects de l'Étranger, d'une autre nature, qui parasite le pays et qui a pour but «l'asservissement de notre race»: accaparement des hautes fonctions dans la banque, le commerce, l'administration, et source d'inspiration occulte – avec les francs-maçons et les protestants – de la législation républicaine (loi Naquet sur le divorce notamment). Retombée dans les années qui suivent, la campagne antisémite reprend de nouveau dans *La Croix* en 1889. De son côté, *Le Pèlerin*, hebdomadaire populaire que publie le même groupe de la Bonne Presse, entre dans la dénonciation antisémite à partir de 1890, sur un thème principal: l'or juif, la spoliation des chrétiens par les juifs. La montée du socialisme en France inquiète le quotidien catholique. À partir de 1893, celui-ci va distinguer le patronat français du patronat juif: «La question sociale est, au fond, écrit le P. Bailly, la question juive ... Aujourd'hui, la source de l'esclavage, c'est le Juif; ôtez le Juif et le capital redeviendra un instrument de travail et non d'agio»³. L'affaire Dreyfus, dans les dernières années du siècle, ne fait que confirmer le diagnostic dans les mêmes journaux d'une *invasion* de la France par les juifs, qui occupent même les hauts postes de l'état-major. Le vocabulaire du quotidien catholique devient de plus en plus vulgaire pour

1. Pierre Sorlin, *La Croix et les Juifs*, Paris, Grasset, 1967, p. 83.

2. Cité par P. Sorlin, *op. cit.*

3. *Ibid.*, p. 109-110.

insulter Israël, qui s'acharne à diviser la nation.

La Croix et *Le Pèlerin* atteignent un demi-million de lecteurs¹ (*La Croix* vend entre 165 000 et 170 000 exemplaires en 1888). Pendant une vingtaine d'années, ce lectorat a été soumis à une propagande antijuive réitérée, quoique discontinue. L'antisémitisme s'est imposé comme une forme d'antimodernisme de la part des défenseurs d'une ancienne France, précapitaliste, rurale, unifiée par la religion d'État. Le régime républicain et la société industrielle ont déstructuré le vieux pays. L'antisémitisme offre à *La Croix* une explication (le juif dans l'État, le juif dans le Capital); il lui permet aussi d'affirmer une identité dont les signes d'altération lui paraissent de plus en plus manifestes en cette fin de siècle.

Parallèlement, le mouvement antisémite a été stimulé par les ouvrages d'Édouard Drumont, dont *La France juive*, immense succès de librairie, marque le début d'une carrière entièrement vouée à la dénonciation de «l'invasion juive». Catholique, fervent lui aussi de l'ancienne France, du «vieux Paris», contempteur du monde moderne, lui aussi a trouvé l'agent diabolique de tous les maux d'un pays soumis à «cette République franc-maçonnique et juive ..., pourrie jusqu'aux moelles, putréfiée, gangrenée...»²: la «conquête juive». Drumont a le sens des formules: «Tout vient du Juif; tout revient au Juif». D'ouvrage en ouvrage, il instille à son public, dans un langage coloré, les arguments et les preuves d'une inlassable démonstration, qui rassemble les griefs religieux, économiques, et racistes contre les juifs. Il reprend notamment à son compte les théories de la lutte des races, lutte séculaire entre l'Aryen et le Sémite, clé de tous les affrontements contemporains.

C'est par «l'introduction d'un corps étranger dans un organisme resté sain jusque-là», que s'explique la décadence, «la douloureuse agonie d'une si généreuse nation»³. Après avoir caractérisé l'ennemi *intra muros*, physiquement («nez recourbé», «yeux clignotants», etc.) et psychologiquement (étranger au patriotisme, esprit nomade, cupide, etc.), Drumont n'en définit que mieux le Français, son antipode: la «France est la négation absolue de tout le tempérament juif».

Drumont est sensible à la misère ouvrière, il fréquente les socialistes, mais il leur propose de voir autrement la question sociale: substituer à la lutte des classes qu'ils préconisent la lutte des races trop ignorée. Dans *La fin d'un monde*, il expose ses sympathies pour les ouvriers, les communards, les socialistes à la Benoît Malon: «Ce sont des hommes pareils à nous que ceux-là, ils sont nés comme nous en terre française; ils ont été corrompus sans doute par l'atmosphère de calomnies et de mensonges contre l'Église, créée par la Bourgeoisie athée, mais ils ont gardé, quand même, le fond humain, honnête, religieux même à leur insu, qu'avaient mis en eux d'innombrables générations de paysans vivant, honnêtes et chrétiens, dans des villages tranquilles, loin des manufactures et des usines d'aujourd'hui»⁴.

L'identité française se précise à travers cette image d'un peuple rural, honnête, chrétien, tranquille. Puissante nostalgie antimoderniste qu'exprime Drumont: «Où faut-il donc aller pour retrouver la famille telle qu'elle était autrefois? Dans les campagnes, où le travail des champs, moralisateur par excellence, entretient, malgré les vices inhérents à l'homme, les mœurs traditionnelles qui ont fait si puissante et si forte la France de nos aïeux». Cette France rurale, matrice de l'identité

1. *Ibid.*, p. 219.

2. Édouard Drumont, *La France juive*, Édition populaire, Librairie Victor Palmé, 1890, préface, p. 2.

3. *Ibid.*, introduction, p. 6.

4. Édouard Drumont, *La fin d'un monde*, Paris, 1889, p. 125.

nationale, est aujourd'hui en décomposition : « Qui donc empêche ces gens-là de vivre, qui donc aura bientôt donné à la France l'aspect d'un pays en friche ? Est-ce Jules Guesde ? Non, c'est le spéculateur sur les blés étrangers, c'est le Juif, c'est l'ami du comte de Paris, le commensal du duc de Doudeauville, le favori de tous les salons du noble faubourg, c'est Ephrussi, le chef de la Bande sémitique qui tripote sur les blés »¹.

Toutes classes confondues, la réconciliation nationale doit se faire contre les juifs : « À la prochaine Commune, comptez sur nous, m'ont dit des officiers entraînés dans la boue pour avoir été à la messe. Nous ne toucherons plus à nos ouvriers, et, quand ils auront les mains noires de poudre, nous ne nous en apercevrons pas. Nous savons maintenant sur qui frapper et quels sont les vrais fauteurs des guerres civiles »².

À partir de ces idées et de leur succès, le mouvement antisémite a été lancé. En 1892, Drumont fonde *La Libre Parole*, un quotidien antijuif, qui participe à toutes les campagnes antisémites, de l'affaire de Panama à l'affaire Dreyfus. En septembre 1889, au cœur de la bataille boulangiste, peu avant les élections législatives, est créée la Ligue antisémite, que Drumont et Jacques de Biez président. Drumont, homme de plume plus que d'action, laisse le marquis de Morès à la tête de sa ligue, mais la débâcle du boulangisme, sur les marges duquel le mouvement s'était développé, met un terme à la première phase de son histoire³. La Ligue est relancée en 1897 par un adjoint de Morès, Jules Guérin, de moralité douteuse, obéré, failli, qui se pose en défenseur de la petite entreprise contre les « gros ». Les statuts officiels de

la Ligue ressuscitée précisent ses buts : protéger le « travail national » sans distinctions de classes sociales contre la concurrence étrangère ; libérer la nation française « du joug des juifs » ; interdire aux juifs l'accès à toutes les fonctions publiques, « en attendant de leur enlever les droits de citoyens français ». La Ligue antisémite, forte d'une dizaine de milliers d'adhérents, et son journal *L'Anti-juif*, connaît son apogée au moment de l'affaire Dreyfus, en 1898-1899. En Algérie, Drumont, grâce à l'appui de l'agitateur local Max Régis, est élu aux élections de mai 1898, et peut constituer à la Chambre un petit groupe « antisémite ». Après l'épisode du Fort Chabrol – les bureaux de la Ligue, devenue « Grand Occident de France » étaient localisés à Paris, dans un hôtel particulier de la rue de Chabrol –, qui entraîne le jugement de Guérin en Haute Cour, et sa condamnation, le mouvement antisémite sous sa forme activiste disparaît.

Ce mouvement à la fois nationaliste (défense des Français aryens contre les juifs « nous ne voulons pas, dit Guérin en Haute Cour, que l'étranger, dans sa marche de l'est vers l'ouest, vienne nous jeter à la mer ») et populiste (défense du peuple contre les « accapareurs » : « la seule synagogue que nous voulions détruire, dit toujours Guérin, c'est la Bourse »⁴), n'a jamais trouvé le chef charismatique qui lui eût permis de prendre plus de force qu'il n'en a eu politiquement. Édouard Drumont était trop homme de lettres, Jules Guérin avait la réputation d'un aigrefin, le marquis de Morès est mort prématurément dans le désert africain, et Max Régis n'était qu'un héros local d'Alger. L'affaire Dreyfus a permis aux antisémites d'organiser des manifestations de rue, voire des pogroms de l'autre côté de la Méditerranée⁵, mais

1. *Ibid.*, p. 167.

2. Édouard Drumont, *La France juive devant l'opinion*, Paris, 1886, p. 5.

3. Voir Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire*, Paris, Le Seuil, 1978, chapitre 5, p. 215-244.

4. Déclaration de Jules Guérin, *L'Éclair*, 1, 2, 3 janvier 1900.

5. Voir Pierre Hebey, *Alger 1898. La grande vague anti-juive*, Paris, Nil éditions, 1996.

sans force face à la contre-offensive républicaine menée par le gouvernement Waldeck-Rousseau.

Les deux populismes, le protestataire, issu de la crise boulangiste, et l'identitaire, affirmé dans l'antisémitisme, n'avaient pas fusionné. Le nationaliste Déroulède et l'antisémite Guérin s'étaient retrouvés sur le banc des accusés devant la Haute Cour, qui les condamna en 1900. Le défenseur de Guérin, M^e Ménard, établit qu'il n'existait aucune complicité entre les deux hommes, le « sociologue », comme il disait du ligueur antisémite, et l'homme politique qui avait fait sa romantique tentative de putsch : « Il n'y avait entre eux aucune espèce de rapport, aucune espèce d'analogie, aucun point de contact »¹.

Quelles que soient les variations du populisme, dont le contenu doctrinal et programmatique n'est pas le fort, la distinction entre ses deux sources – protestataire et identitaire – nous permet d'identifier des courants et des tendances dans ce qu'on appelle de manière assez large le nationalisme français, à l'exclusion de l'Action française, élitiste et monarchiste. La défense du peuple – toutes classes confondues – contre les oligarchies en est la base commune. L'accent n'est pas mis au même endroit, selon que le peuple est considéré comme *dêmos* ou comme *ethnos*². Dans le premier cas, on parlera de populisme simple (protestation du peuple contre les élites) ; dans le second, de national-populisme (dénonciation de l'étranger-envahisseur par le peuple identifié en permanence comme national). La France avait connu ces deux tendances distinctes, entre 1886 et 1900 ; rien n'interdisait leur convergence, ou leur fusion.

1. Coupures de presse, Arch. de la Préfecture de police de Paris, Ba/1104 (huit cartons sur Jules Guérin, de Ba/1103 à Ba/1110, trois sur Déroulède, de Ba/1032 à Ba/1034).

2. P.-A. Taguieff, art. cité.

O DES SYNTHÈSES POPULISTES

La France des années 1930 qui a connu de nouveaux assauts contre la République parlementaire a vu la résurgence d'anciennes et la création de nouvelles ligues, le mimétisme fasciste, et le renouveau du nationalisme sous ses différentes formes. Il est difficile cependant d'identifier dans cette profusion de journaux et de mouvements, qualifiés traditionnellement d'« extrême droite », un courant populiste fortement caractérisé. Les thèmes du populisme protestataire comme ceux du populisme identitaire se retrouvent à l'état diffus. On peut estimer que la journée du 6 février 1934 est marquée au coin du populisme : dénonciation de la corruption, indignation contre la faiblesse du régime, antiparlementarisme violent, on rencontre bon nombre des ingrédients du boulangisme, à ceci près qu'il n'y a pas à l'horizon de général Boulanger, pas d'homme providentiel auquel on pourrait confier le soin de nettoyer le Palais-Bourbon et les ministères.

Le culte du chef est largement répandu dans la presse « nationale », où l'on admire Salazar, Mussolini voire Hitler (en raison de son antibolchevisme), mais la confiance dans le peuple qui caractérise les populismes fait défaut en ces temps de Front populaire : « C'est bien le suffrage universel qui apparaît, en fin de compte, comme une farine incontestable »³. La xénophobie, aiguïlée par la crise économique, et l'antisémitisme, aiguillonné par les réfugiés juifs d'Allemagne, d'Autriche, puis par ceux d'Italie, se retrouvent dans le discours de nombreuses organisations : Parti unitaire français d'action socialiste et nationale, Rassemblement antijuif de France, Front de la Jeunesse, Parti français national-communiste, Grand Occident, Front fran-

3. *Gringoire*, 8 mai 1936.

çais, Union antimaçonnique de France, Combat français, Parti national prolétarien, l'Ordre national, Parti socialiste national de France. Les pouvoirs publics y font écho en durcissant sévèrement les conditions d'accueil des exilés politiques et « raciaux »¹. Le Front populaire lui-même, une fois au pouvoir, ne change pas la politique restrictive de ses prédécesseurs. Le grand thème populiste du rassemblement des Français contre une poignée d'accapareurs, le Parti communiste ne répugne pas de l'intégrer à sa propagande à travers le mythe des « 200 familles » : « La grande vertu de cette réconciliation française contre les 200 familles – à laquelle nous travaillons ici de toutes nos forces, écrivait Paul Vailant-Couturier dans *L'Humanité*, – c'est justement qu'elle est en train de rendre la France aux Français, c'est-à-dire à ces masses laborieuses, classe ouvrière, paysans, classes moyennes, que rien ne doit plus diviser... »².

Le Parti social français du colonel de La Rocque est devenu la principale formation de droite à partir de 1936. Son programme est emprunté au catholicisme social et sa stratégie repose sur la conquête du pouvoir légalement. On peut discerner dans son discours quelques traits classiques du populisme protestataire, sa dénonciation de la corruption, l'appel solennel à la moralité. Un apport plus original de sa part au populisme est moins son antiparlementarisme que son antipolitisme. Les convictions catholiques du leader y comptent pour beaucoup. La nostalgie d'une France réunifiée s'appuie sur la conviction que la

politique « divise »³. Imperméable à l'idée que toute société est conflictuelle, La Rocque récuse les partis et les systèmes. Son parti est un anti-parti, son système, un anti-système. Son refus renouvelé d'alliance avec les autres formations de la droite extrême et de l'extrême droite le font détester par elles. Fêré de « mystique », réfractaire à la « politique », qui implique l'affrontement, la ruse, la manœuvre, cet antimachiavélien, confondu en son temps avec un chef fasciste, rêve de « communauté », de « grande famille », de réconciliation des classes dans les « valeurs spirituelles ». L'activité et les discours de La Rocque nous suggèrent que le catholicisme pourrait être une source du populisme autrement qu'on l'a vu au sujet de la Bonne Presse de la fin du siècle dernier : en nourrissant l'antiparlementarisme, la défiance à l'endroit de la classe politique, l'aspiration à une société solidaire sous la houlette d'un chef de haute moralité et de main ferme, par la détestation de la politique même, de sa nature conflictuelle, portée au plus haut point dans une démocratie parlementaire. Il ne s'agit plus d'un anti-élitisme de frustrés ou de vaincus, mais d'une aversion sentimentale qui assimile la politique au domaine du mal. Cette défiance, sous-jacente, implicite, mais qui a ses racines historiques dans une religion de l'unanimité, peut nourrir peu ou prou les courants populistes dans un pays comme la France.

La France de la Quatrième République, instaurée officiellement en janvier 1947, a connu un type de populisme plus précis : le poujadisme. Sous les coups d'une modernisation devenue un impératif du nouveau régime, de nombreuses couches sociales, celles des artisans, des petits

1. Ralph Schor, « L'opinion française et les étrangers en France 1919-1939 », thèse d'État, Nice, 1980.

2. *L'Humanité*, 19 juillet 1936. On doit à la vérité de dire que les décrets-lois de mai 1938 pris par Daladier renforçaient la politique répressive face à l'immigration. *L'Humanité* rapela, par la plume de Marcel Cachin, « les devoirs élémentaires et sacrés qu'impose le droit d'asile », 25 juin 1938, cité par R. Schor, *op. cit.*, p. 1009.

3. Jacques Nobécourt, *La colonel de La Rocque 1885-1946 ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996, notamment le chapitre 65, p. 948-967.

commerçants, des petits patrons, voire des propriétaires-exploitants de l'agriculture, se sentirent menacées au début des années 1950 par l'industrialisation, l'urbanisation, l'exode rural, la concentration industrielle et commerciale. Excédés par la pression fiscale, certains d'entre eux se révoltèrent contre Paris, son administration inhumaine, et d'une manière plus générale contre les transformations en profondeur d'un pays resté très longtemps équilibré entre ses activités modernes et la vie qui tournait autour des clochers des villages ou des bourgs. La plongée de la France dans le monde du marketing et des grandes surfaces suscita ainsi la révolte dans les départements les moins avancés dans l'ère industrielle.

Pierre Poujade devint le héraut et le prophète de ces laissés-pour-compte du progrès. Libraire à Saint-Céré, dans le département du Lot, l'un des moins pénétrés par l'industrialisation, il avait créé l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA), devenue bientôt une véritable force politique dans cette zone de dépeuplement où les artisans et commerçants perdaient chaque année une part de leur clientèle happée par la ville. La nouvelle politique économique et financière des années 1953-1954 conjuguée à la fin (ou à la pause) de l'inflation, le renforcement des contrôles fiscaux et des sanctions contre la fraude jetèrent le désarroi dans une population d'économie ancienne menacée de prolétarianisation. Pierre Poujade commença sa carrière politique en appelant à s'opposer aux contrôles de l'administration parisienne des impôts. C'est en sillonnant les routes des départements, pour engager ses confrères dans l'opposition aux agents du fisc, qu'il créa l'UDCA, devenue bientôt un pôle de ralliement de toute une France, encore nombreuse alors, de travailleurs indépendants.

Le mouvement Poujade bénéficie bientôt d'une alliance : celle des victimes de la décolonisation en Afrique du Nord. Le premier congrès national de l'UDCA est tenu en novembre 1954 à Alger ; un Algérois cossu, Paul Chevallet, assure la direction de l'organe du mouvement, *Fraternité française*. Poujade, parti de la résistance au fisc, en arrive à la critique antiparlementaire, en tentant de rallier toutes les victimes des transformations de l'heure, dont le gouvernement Mendès France est le symbole décrié. Celui-ci, décidé à lutter contre la fraude fiscale et contre l'alcoolisme, mécontente toute une frange de la France rurale ou semi-rurale, bouilleurs de cru, débitants de boisson et victimes du contrôle fiscal. Le 24 janvier 1955, un rassemblement de plus de 100 000 personnes à la porte-de-Versailles à Paris témoigne du pouvoir de mobilisation d'un mouvement qui va *crescendo*.

La campagne électorale en vue des élections législatives du 2 janvier 1956 devient le point d'orgue d'une année de réunions et de propagande dans tous les départements. Le programme de l'UDCA reste assez flou, sauf sur la défense de l'Algérie française, mais « Pierrot » ne cesse de gagner en popularité, tandis que ses adversaires de gauche, dénonçant le fascisme, le surnomment « Poujadolf ». Le résultat des élections est flatteur pour une jeune organisation comme l'UDCA : 2,5 millions de voix, 11,6 % des suffrages exprimés, 52 sièges, ce n'est pas un raz de marée, du moins est-ce un succès incontestable. Victoire à la Pyrrhus cependant : deux ans plus tard, le retour au pouvoir du général de Gaulle réduit à néant cette flambée poujadiste. La faiblesse insigne du poujadisme tient à son conservatisme foncier dans un monde en plein changement : « Nous défendrons la structure traditionnelle de l'économie française ».

Le populisme protestataire de Poujade s'en prend aux parlementaires, aux technocrates, aux intellectuels, à toute cette élite parisienne, qui a perdu le sens du terroir. À sa manière il continue le combat des radicaux et du philosophe Alain, celui des « petits » contre les « gros ». Il se réclame de la Révolution, des sans-culottes, il veut réunir de nouveaux états généraux : toute sa culture historique lui vient de cette école laïque qui exalte la formule républicaine (Liberté, Égalité, Fraternité). La personnalité de Mendès France, un juif au gouvernement de juin 1954 à février 1955, lui inspire cependant des allusions antisémites. La France du poujadisme est une France identifiée à sa ruralité, à son peuple des couches préindustrielles, à ses petits blancs des bastions coloniaux menacés. Encore plus qu'antiparlementaire, Poujade s'affirme anti-intellectuel, car la France intellectuelle, c'est la France irréelle : « Ce n'est pas à moi, qui à seize ans gagnais ma vie, écrit Pierre Poujade, de te dire, à toi, intellectuel, ce qu'est l'esprit de la France. Cependant je peux et je dois me tourner vers toi, car sans nous, tu ne serais rien d'autre qu'une machine à penser, qu'un vulgaire tambour qui résonne, certes, mais qui sous la peau n'a que du vent. Pour que tu puisses faire rayonner notre pays, il te faut, comme les racines de l'arbre, aller chercher la substance au cœur même de la nation »¹.

Mouvement de protestation catégorielle, le poujadisme, la guerre d'Algérie aidant, a pu devenir – brièvement – l'expression d'une révolte des petites gens vaincus, abaissés, ou menacés de l'être, par l'évolution du monde moderne. Sa géographie électorale traduit bien ses origines². La modernisation de la vie éco-

nomique et la décolonisation étaient irrésistibles, et le mouvement Poujade fut emporté par la nécessité historique. Sa dimension identitaire est moindre que sa dimension protestataire ; elle n'est pas absente de ses discours néanmoins. Son antisémitisme larvé en est la plus claire expression. Au demeurant, le populisme poujadiste est très nettement localisé dans le temps – celui des derniers efforts d'une ancienne France pour survivre à l'heure de l'expansion.

O LE NATIONAL-POPULISME DE LE PEN

Ancien député poujadiste, Jean-Marie Le Pen fonde en 1972 le Front national, petit parti d'extrême droite qui végète comme tant d'autres, apparemment sans avenir. Les années 1980 le portent sous les feux de l'actualité, d'abord par une élection municipale partielle à Dreux, où il fait une première percée en 1983, et l'année suivante, aux élections européennes, où il obtient ses premiers élus. Son essor se confirme sous le second septennat de François Mitterrand et sous la présidence de Jacques Chirac : autour de 15 % à l'élection présidentielle de 1988 et à celle de 1995 pour J.-M. Le Pen, victoire éclatante aux élections municipales partielles de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), en février 1996 : pour la première fois une liste lepéniste est élue à la majorité absolue des suffrages.

Cette montée en puissance du Front national correspond sans doute aux progrès des partis populistes et xénophobes dans de nombreux pays européens, mais nulle part – sauf en Autriche – elle n'a été aussi forte. Les commentateurs ont éprouvé un certain embarras pour rendre raison du phénomène. Son étiologie se résume à un catalogue des difficultés engendrées par le chômage croissant, à l'importance numérique d'une population issue de l'immigration arabo-musulmane, à une construction européenne mettant en question la souveraineté nationale, et

1. Pierre Poujade, *Fraternité française*, janvier 1955.

2. Dominique Borne, *Petits bourgeois en révolte ? Le mouvement Poujade*, Paris, Flammarion, 1977 ; Jean-Pierre Rioux, « La révolte de Pierre Poujade », *L'Histoire*, 32, mars 1981.

à une mondialisation des échanges et des communications dont l'effet est de menacer l'identité nationale. Sa nature est plus délicate à définir. Le Pen est qualifié de « fasciste » par la presse de gauche ; il est ailleurs plus souvent étiqueté du terme plus vague d'« extrême droite »... On doit donc à Pierre-André Taguieff d'avoir introduit le terme de « national-populisme » dans le débat – concept plus opératoire, à notre avis. Le national-populisme de J.-M. Le Pen est la fusion, jusqu'à ce jour réussie, de multiples éléments de l'extrême droite française, depuis le catholicisme intégriste (et son quotidien *Présent*), qui relève de l'école contre-révolutionnaire hostile aux principes de 1789, jusqu'aux néo-fascistes et néo-nazis, en passant par les nostalgiques de la Révolution nationale (du maréchal Pétain) et/ou de l'Algérie française. Cet amalgame des extrémismes de droite serait déjà une réussite quand on pense à l'impossible unification de leurs devanciers des années 1930. La réussite du Front national est plus importante ; c'est d'avoir, au-delà de ces chapelles et de ces réunions de demi-soldes, capté un vaste électorat de Français venant de toutes les couches sociales et de tous les bords politiques, au point d'avoir fait du parti lepéniste le plus « populaire », et notamment le plus « ouvrier »¹.

Nous n'examinerons pas ici les causes des succès du Front national. Contentons-nous de quelques remarques à même d'aider à sa définition. La première tient à la personnalité de son inventeur et de son chef. La montée du Front national est d'abord due à un homme hors du système. D'origine sociale modeste, il n'est pas sorti des Grandes Écoles. Il fut un médiocre étudiant en droit, mais un ancien engagé de la guerre d'Indochine, un ancien officier de la guerre

d'Algérie. Ce patriote, qui a payé de sa personne, s'est toujours réclamé de la « droite nationale »². Habile harangueur, excellent orateur, tantôt goguenard, tantôt violent, autopromoteur de son label à coups de provocations et de déclarations à l'emporte-pièce, très bon manœuvrier, il est le type du démagogue moderne que la télévision et les médias ont favorisé, malgré ses dénégations. La personnalisation du mouvement est intense ; le guide incarne toutes les révoltes et toutes les souffrances du peuple qui projette en lui ses espoirs.

« Nous sommes le peuple », déclare-t-il. Le peuple de France, c'est le peuple en entier sans barrières de classe. Le mythe du peuple unifié finit par obtenir un début de confirmation par la sociologie électorale. Le Front national n'est pas un parti plébéien malgré les faveurs accrues que lui accordent les couches ouvrières. Il défend aussi bien les classes moyennes traditionnelles (artisans et commerçants) que les classes moyennes salariées. Il aspire à devenir toute la France. Mais, à deux exceptions près : la classe politique qui est aux affaires et les étrangers vivant en France. Mouvement protestataire, le lepénisme assume la « fonction tribunitienne » du peuple contre les élites qui le trahissent : l'« énarchie », la technocratie, « la bande des quatre », autant d'appellations pour désigner « ceux d'en haut » à la vindicte de « ceux d'en bas ».

Cette guerre contre les pouvoirs en place, contre « l'étatisme bureaucratique », fait bon ménage avec l'anti-intellectualisme, les intellectuels français étant non seulement les ennemis naturels du Front national, mais les inspireurs des idées dominantes dans les rangs de

1. Au premier tour de l'élection présidentielle du 23 avril 1995, J.-M. Le Pen a obtenu 30 % des suffrages ouvriers, 25 % des chômeurs.

2. Dès ses années d'activisme à la « Corpo » des étudiants en droit de Paris, J.-M. Le Pen manifeste sa sympathie à l'endroit du pétainisme et une profonde aversion pour le gaullisme. Voir Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Paris, Le Seuil, 1994.

la droite elle-même. Le Premier ministre Alain Juppé – qui, en septembre 1996, accusait J.-M. Le Pen d'être « raciste, antisémite et xénophobe » – est la figure de l'adversaire emblématique du Front national : l'ancien normalien, l'agrégé, l'ancien énarque, celui qui ignore le peuple tant il en est éloigné. Dans son effort sémantique, Le Pen a tenté de franciser le terme anglais *establishment*, vouant l'« établissement » aux gémonies. « Aujourd'hui, écrivait J.-M. Le Pen en 1985, le seul recours de sauvegarde qui reste à ce pays, c'est précisément l'appel à son peuple »¹. Le Front national préconise notamment l'usage du référendum pour légiférer sur les problèmes dits de société, comme le rétablissement de la peine de mort, ou le sort à réserver aux immigrés.

Car ce peuple de toutes classes, de toutes conditions sociales, qui est écœuré par l'impuissance des politiciens devant les maux dont souffre le pays, il s'agit du peuple *français* : « Le Front national c'est le syndicat des indigènes de ce pays »². Son leader, qui revendique ses origines celtes, n'a de cesse d'alarmer la population autochtone sur le trop-plein d'une immigration qui explique le chômage, la délinquance, l'insécurité généralisée : « Il nous suffit de regarder les rues, les aéroports, les écoles, les services sociaux, les hôpitaux dont nous sommes boutés par une véritable marée humaine et on comprend que ceux qui défendent en fait ce système sont les complices d'une entreprise de subversion et de submersion du continent européen et de la France »³. Soulignant par ailleurs la dénatalité en cours, J.-M. Le Pen professe l'atteinte « mortelle » à l'identité ethno-culturelle de la France par l'« invasion ». La France, dit-il, est le terrain d'affrontement de deux cultures fondamentale-

ment différentes : « L'islam qui représente déjà la deuxième religion en France, s'oppose à toute assimilation et menace notre propre identité, notre civilisation occidentale et chrétienne »⁴. La discrimination n'est pas seulement culturelle, mais ethnique : J.-M. Le Pen n'hésite pas à proclamer l'inégalité des races et son hostilité au métissage. Ce qui est menacé à ses yeux, c'est « notre substance même, notre substance biologique, notre substance morale, notre substance spirituelle »⁵. Sa xénophobie est clairement sélective et hiérarchisée.

Dans cette phobie identitaire, le leader du Front national n'a pu s'exonérer de l'antisémitisme. Assez discret en raison de la loi, il s'est néanmoins manifesté de manière continue. Les juifs, à ses yeux, sont aux commandes des médias, presse, télévision et édition. Ils participent au complot médiatique contre le Front national et, au-delà, au « complot euro-mondialiste qui vise à dénationaliser la France »⁶. Les mauvais jeux de mot de J.-M. Le Pen, sa complaisance à l'égard des thèses négationnistes, la référence explicite qu'il fait à une « internationale juive », au « capital anonyme et vagabond », à « une minorité anonyme et conquérante », autant de formules qui le rattachent au vocabulaire de l'antisémitisme traditionnel, au risque des condamnations judiciaires. Le cosmopolitisme reste sa hantise : il importe de verrouiller la France contre ses importations de toute sorte.

Quel est l'avenir du Front national ? D'aucuns, au milieu des années 1980, avaient diagnostiqué son caractère passager. Peut-être avait-on en mémoire les précédents que nous avons évoqués, le boulangisme, le mouvement antisémite,

4. *Ibid.*, p. 218.

5. Émission de télévision « Envoyé spécial », France 2, 20-2-1997.

6. « Nous ne pouvons pas passer sous le joug de la juiverie », déclare J.-M. Le Pen au Dr François Bachelot, exclu du FN, *ibid.*

1. Jean-Marie Le Pen, *La France est de retour*. Paris, Carrère-Michel Lafon, 1985, p. 81.

2. *Ibid.*, p. 50.

3. *Ibid.*, p. 52.

le poujadisme. Pour la première fois en France nous assistons à l'enracinement d'un phénomène que nous estimions superficiel et conjoncturel. Son avenir est tributaire de plusieurs variables, et d'abord de la situation économique. Pour en rester là où nous sommes, observons que ce mouvement est devenu un parti, structuré, dont les familles couvrent tout le territoire national; qu'il embrasse des catégories socio-professionnelles que n'avait pu atteindre le poujadisme. Se donnant pour une «droite populaire, sociale et nationale», il refuse le slogan «ni droite ni gauche» des autres mouvements de rassemblement. Il veut être «la vraie droite». De sorte que son adversaire politique le plus direct est la droite gouvernementale. Malgré l'incompréhension de certains de ses partisans, J.-M. Le Pen fait du RPR-UDF son ennemi immédiat, principal, visant à substituer à cette «fausse droite» une droite «authentique», dont les finalités visent à la protection de l'identité ethno-culturelle de la nation française.

Les concepts de *populisme* et de *national-populisme* apportent-ils quelque chose à l'intelligibilité du phénomène lepéniste? Les sociologues dédaignent souvent les filiations, les héritages, l'histoire même. Ils nous préviennent ainsi contre l'abus des analogies, voire contre le mythe des continuités apparentes, chaque situation étant nouvelle. Au-delà, nous pouvons répondre que toute société porte en elle une mémoire agissante, un répertoire de signes, des habitudes de pensée, et que le fondateur d'un parti comme J.-M. Le Pen n'est pas tombé du ciel au début des années 1980. Si nous acceptons ce principe de méthode élémentaire qui consiste à analyser dans tout phénomène ce qui est reçu et ce qui est inventé, l'historien a son mot à dire. À propos du Front national, répétons-le, l'analogie avec le fascisme, soit dans un souci d'explication, soit dans une

volonté militante, s'est imposé. Le goût de J.-M. Le Pen pour les réunions à grand spectacle, à la mise en scène soignée, avec drapeaux et musique, conditionnant l'émotion de ses fidèles, rappelle les images de la propagande totalitaire des années 1930.

Mais le fascisme en France n'a que des référents éphémères, littéraires, ou groupusculaires. Les concepts de populisme (protestataire) et de national-populisme (identitaire) me semblent aider mieux que le «fascisme» passe-partout à la compréhension du phénomène. Celui-ci, au demeurant, n'est pas statique. Que deviendrait-il, si d'aventure, il accédait au pouvoir? Un régime d'apartheid? Un néo-bonapartisme xénophobe? Une ochlocratie nationaliste? Nul ne peut en préjuger, vu le caractère protéiforme des populismes. Leur stratégie et leur propagande sont fondées sur toutes les ressources de l'émotivité populaire; leurs fins politiques restent tributaires de l'imprévisible conjoncture. Le lepénisme, en tout cas, rompt avec la tradition républicaine, ce qui n'était le cas ni du boulangisme ni du poujadisme; le rejet même des valeurs de cette tradition le situe dans les métamorphoses contemporaines de la Contre-Révolution, le droit populaire prenant la place du droit divin. Le modèle fixiste d'une société d'avant la Révolution, d'avant l'ouverture des frontières, d'avant le Déluge, reste la hantise du Front national – pour lequel toutes les manifestations du changement s'appellent *décadence*. Le populisme peut séduire une partie de la gauche; le national-populisme, nostalgique d'un corps social immobile, participe de la «droite absolue». Il est une réaction aux effets perturbateurs et accélérateurs de la mondialisation des échanges et de la communication, et prospère sur les troubles que celle-ci provoque. Il flatte un fantasme de clôture et d'immobilité dans un univers soumis aux bouleversements

des conditions d'existence et de perception du réel. De même que la Contre-Révolution était sans avenir face à la montée du libéralisme et de la démocratie, de même l'idéologie de l'enfermement nationaliste ne paraît pas de taille à faire barrage à la globalisation planétaire. À court et moyen terme, le national-populisme, tout comme la Contre-Révolution, peut remporter des victoires momentanées. D'ores et déjà on peut dire que – le régime de Vichy mis à part –

la France n'a jamais connu pareille montée d'une « droite nationale ». En dire plus serait se livrer à des spéculations trop fragiles.



Michel Winock, *professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, membre du comité de rédaction de Vingtième siècle, a publié cette année en édition de poche (Seuil, collection «Points») son Parlez-moi de la France paru en 1995.*